

Une menace constante

LES GROUPES ARMÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le nombre de conflits impliquant un ou plusieurs groupes armés a largement dépassé le nombre de ceux qui ne mettent en présence que des états. En Afrique de l'Ouest, la prolifération des groupes armés est un phénomène particulièrement inquiétant. Contrairement aux forces de sécurité des états, qui disposent d'armes lourdes, les groupes armés utilisent principalement des armes légères et de petit calibre. Ce chapitre se concentre sur la région de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour enquêter sur les dynamiques de l'acquisition, de la gestion, et du contrôle des armes légères par les groupes armés. Il étudie également les mesures de contrôle et de réduction qui peuvent aider à réduire les effets néfastes de la guerre et prévenir de futurs conflits.

Quelles sont des mesures qui peuvent être prises pour répondre au problème des groupes armés en Afrique de l'Ouest ? La persuasion morale, visant à influencer les actions des groupes armés en invoquant certaines normes de comportement, est une méthode importante mais insuffisante pour répondre à ce problème. Les expériences en Afrique de l'Ouest suggèrent qu'il est plus efficace de cibler des améliorations du niveau de vie (telles que la création d'emplois et une réforme du secteur de la sécurité) car celles-ci vont avoir un effet sur la demande en armes.

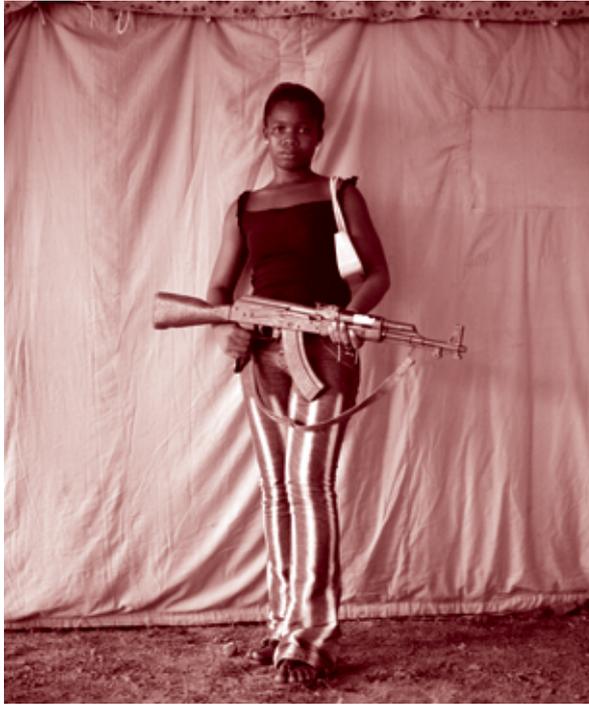
Les groupes armés en Afrique de l'Ouest sont variés, allant des milices pro-gouvernementales aux groupes rebelles, en passant par les groupes de vigilantisme. Ils sont également instables : leurs motivations, loyautés et l'étendue de leurs opérations changent souvent avec le temps. Les groupes armés ont tendance à perdurer au-delà du temps pendant lequel ils ont une utilité politique, et peuvent se réinventer si les motivations sont suffisantes. En définitive, ce sont les communautés locales qui souffrent des actes de banditisme et de vigilantisme de ces jeunes hommes. Afin de décrire ces évolutions, ce chapitre se base sur la définition aussi large que neutre que Pablo Policzer donne des groupes armés : 'Les groupes armés non-étatiques remettent en question le monopole étatique de l'usage légitime de la force'.

les groupes armés tendent à perdurer au-delà du temps de leur utilité politique.

La décision individuelle de rejoindre un groupe armé repose sur des considérations multiples. Beaucoup, en Afrique de l'Ouest, arrivent à la conclusion qu'ils possèdent de bonnes raisons (telles qu'un manque de services publics de sécurité ou un fort taux de



Les troupes rebelles patrouillent dans la jungle à proximité de Bouake, Côte d'Ivoire, en octobre 2002. © Sven Torfinn/Panos Pictures



Une combattante du LURD pose avec son arme à un centre de désarmement de l'ONU en mai 2004. Originaire de la Sierra Leone, elle a participé à la guerre au Libéria.
© Tim A. Hetherington/Panos Pictures

d'autres sont prévues en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Grâce à ces programmes, environ 200 000 armes ont été collectées entre 1998 et 2004. La qualité médiocre des armes récupérées, cependant, suggère que des modèles plus récents sont toujours en circulation. De plus, le bilan des programmes de DDR quant à leur capacité à aider les anciens combattants à retrouver un emploi viable a été plus que médiocre, et l'on sait qu'il existe des phénomènes de re-recrutement dans toute la région. Les projets de type 'armes contre développement' qui prenaient pour cible les communautés entières plutôt que les seuls anciens combattants se sont quant à eux montrés plus prometteurs.

Les principaux résultats de ce chapitre sont les suivants :

- Les groupes armés accèdent facilement au marché des armes légères et de petit calibre qui est solidement implanté en Afrique de l'Ouest.
- La circulation des stocks d'armes légères d'une zone de conflits à l'autre (incluant les fuites des stocks gouvernementaux, la corruption, et la production artisanale) reste importante.
- Réduire l'offre en armes est un moyen qui n'est pas suffisamment utilisé pour limiter les effets néfastes des conflits qui emploient des armes légères.
- Les programmes de collecte d'armes en Afrique de l'Ouest ont connu un certain succès, mais la qualité des armes récupérées est douteuse.
- Le manque de perspectives d'emploi peut pousser les anciens combattants à retourner combattre dans un groupe armé.
- Les interventions qui ciblent l'offre en armes ne suffiront pas, à elles seules, à limiter l'accès des groupes aux armes légères, et des efforts de réforme du secteur de la sécurité sont nécessaires si l'on veut s'attaquer directement aux raisons pour lesquelles les groupes s'arment.
- Les efforts de réduction des armes montrent des signes encourageants lorsqu'ils sont associés à des motivations de type aide au développement.

Les combattants sont largement influencés par la pression sociale.

Compte tenu de la culture d'impunité qui règne autour des groupes armés, toute tentative visant à influencer leur comportement doit intégrer des motivations concrètes. La faible structure hiérarchique de nombreux groupes armés en Afrique de l'Ouest tend à limiter le pouvoir de persuasion des normes, face auxquelles la pression sociale à l'intérieur du groupe prend largement le pas. Les motivations devraient cibler les combattants et leurs dirigeants en tant qu'individus, et s'attaquer aux facteurs sous-jacents déterminant le choix de la violence armée. Dans le contexte ouest-africain, ces facteurs seront davantage de nature économique que politique. Réussir à résoudre le problème des groupes armés nécessite une analyse en profondeur des dynamiques locales et régionales spécifiques. ■

chômage) pour acquérir ou détenir des armes ; il est donc crucial de s'attaquer aux motivations qui sous-tendent la demande en armes si l'on veut endiguer la prolifération des armes légères dans la région. Les mesures qui se concentrent sur l'offre sont également importantes pour le contrôle des armes, mais elles sont d'une utilité limitée dans une région qui est déjà saturée d'armes à feu.

Que ce soit à travers le vol, les saisies, la corruption, ou la création d'une milice pro-gouvernementale dont le but est de consolider l'assise d'un dirigeant politique, les stocks gouvernementaux sont l'une des sources principales d'armes pour les groupes armés. Les livraisons d'armes en provenance d'autres régions perdurent malgré le moratoire de la CEDEAO instauré en 1998. Il est important de prendre toute la mesure de la dimension régionale de ce commerce, car de nombreuses cargaisons de ce type commencent comme des transferts entre pays, avant d'être détournées vers des éléments armés dans un pays voisin. Le 'commerce de fourmis', le flot continu d'armes à travers les frontières poreuses de la région, sert également de source d'armements.

Dans la région de la CEDEAO, les initiatives de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) ont été mises en œuvre au Libéria, au Mali, au Niger et en Sierra Leone, et